

Québec : Recomposition du champ politique et nouvelle donne : défis, débats et perspectives

jeudi 22 novembre 2018, par [RIOUX Bernard](#) (Date de rédaction antérieure : 21 novembre 2018).

Le 1^{er} octobre dernier, Québec solidaire a connu un saut qualitatif tant au niveau de sa représentation parlementaire qu'au niveau de la base électorale qu'il a su construire.

L'effondrement des deux principaux partis

Le Parti libéral du Québec a été durement sanctionné. Ces coupes dans l'éducation et la santé et les souffrances tant pour les usagers-ères que pour les travailleuses et les travailleurs n'ont pas été oubliées. Son aplaventrisme face à Ottawa et sa volonté de réduire le Québec à une province comme les autres a ajouté à son discrédit. Avec 24,82% des votes et 31 député-e-s, le PLQ se trouve relégué pour l'essentiel dans l'ouest de l'île de Montréal. Il a littéralement été chassé du Québec francophone en dehors de Montréal si ce n'est la circonscription de Jean-Talon à Québec représentée par Sébastien Proulx. Son fédéralisme inconditionnel et le degré zéro de soutien aux aspirations nationales du Québec devront faire l'objet d'une mise au point dans la reconstruction qu'envisage la direction de ce parti.

Le Parti québécois a poursuivi son déclin. Il a même connu un nouveau bond à ce niveau. Le Parti québécois a vu sa députation réduite à 10 élu-e-s et sa base électorale à 17,06%. La direction Lisée s'est montré tout à fait incapable de sortir le PQ de la spirale de dépérissement dans lequel il est entré. Au niveau social, il s'est contenté de demi-mesures comme l'augmentation du salaire minimum **en fin de mandat**, une prise de position sur l'immigration inscrite dans une logique identitaire plus nuancée que celle de la CAQ, mais inscrite dans la même logique. Sa plate-forme ne disait rien sur l'iniquité fiscale et ses positions sur l'environnement avaient bien peu de crédibilité alors que la politique propétrolière du gouvernement Marois était dans toutes les mémoires. La décision du chef de rejeter toute perspective de la tenue d'un référendum dans un prochain mandat révélait la crise stratégique de ce parti face à la lutte pour l'indépendance. Cette position amenait le PQ dans le sillage de l'autonomisme de la CAQ. Il a ainsi nourri tant le ralliement à la CAQ et sans doute, dans une plus large mesure encore, le parti le l'abstention. Toutes les hypothèses sont maintenant soulevées sur son avenir. Certain-e-s analysent ce recul comme le fruit de la manœuvre de rapprochement avec Québec solidaire et en déduisent la nécessité de recentrer le PQ vers la droite ? D'autres maintiennent la nécessité qu'ils continuent de se définir comme un parti « social-démocrate » assez modéré capable d'attirer des souverainistes plus conservateurs. D'autres encore, et Jean-Martin Aussant est de ce nombre, croient qu'il faut une vaste recomposition du mouvement souverainiste, et que l'abandon du nom du parti pourrait être à l'ordre du jour. La déconnexion avec une bonne partie des jeunes ajoute aux préoccupations sur l'avenir de ce parti.

La victoire d'un parti d'entrepreneur-e-s, défenseur d'un nationalisme régressif

La CAQ a fait élire 74 député-e-s à l'Assemblée nationale et a obtenu 42% des votes exprimés. En fait, il a réussi à présenter sur un jour nouveau les récits imposés par les récentes décennies de gouvernements néolibéraux. Il a identifié l'intégration à l'assimilation. Il a mis de l'avant une laïcité identitaire en proposant de bannir le port des signes religieux pour les personnes en autorité et pour les enseignant-e-s. Il a présenté le gouvernement qu'il allait former comme un gouvernement d'entrepreneurs ouvert au monde des affaires. Il a moussé les solutions les plus néolibérales, comme la réduction des impôts des entreprises comme la voie de la prospérité et de la création d'emplois. Conséquemment, il s'est montré tout à fait réfractaire à toutes les mesures de redistribution de la richesse et a refusé la hausse du salaire minimum à 15\$. Il a joué des préjugés face aux fonctionnaires et a promis la diminution de 5 000 fonctionnaires. Durant toute la campagne, il n'a dit mot sur les préoccupations concernant les changements climatiques. Son affirmation sur le fait qu'il ait entendu le message de l'électorat sur ses questions environnementales a été rapidement démentie pour son soutien à la construction d'un gazoduc appelé à traverser le Québec et à un projet polluant à Bécancourt qui « émettra annuellement 630 000 tonnes de gaz à effet de serre (GES) » [1]. Si on ne peut affirmer que ce type de campagne électorale débouche sur une formation et un rangement à droite de la majorité de la population, il n'en reste pas moins que des années de politiques néolibérales sont porteuses de dures leçons dont plusieurs ont été intériorisées par des secteurs de la population du Québec, d'autant plus que la résistance aux politiques néolibérales a marqué le pas, même si elle a connu des moments forts.

L'avancée de Québec solidaire, expression de la résistance populaire

En effet, les politiques néolibérales et antienvironnementales se sont heurtées à de grands mouvements de résistance. Le mouvement écologiste a résisté aux entreprises pétrolières et gazières qui voulaient imposer l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste au Québec. Le gouvernement Couillard a dû opérer un certain nombre de reculs même s'il n'a jamais abandonné son soutien aux entreprises de ce secteur. Les manifestations massives répétées ont marqué cette lutte. Le mouvement étudiant a livré un combat contre la hausse des frais de scolarité qui a mobilisé des centaines de milliers de jeunes. Le gouvernement libéral de Jean Charest a été pour une bonne part emporté par cette bataille. Les travailleurs et travailleuses des secteurs de la santé et de l'éducation se sont aussi mobilisés massivement, même si les résultats n'ont pas été à la hauteur de leur espérance. Bref, si les politiques néolibérales ont permis l'intériorisation du défaitisme par certains secteurs de la population, ces résistances ont permis que se dégagent des couches significatives de l'emprise de l'idéologie dominante et les a ouverts aux nécessités de transformations sociales radicales en faveur de plus de justice sociale et à la protection de la planète face aux changements climatiques. Le mouvement MoiAussi contre la violence faite aux femmes et la culture du viol a aussi profondément marqué la société ici comme ailleurs dans le monde. Cette résistance a aussi changé le rapport de nombre de femmes à l'action politique. La volonté des femmes de s'imposer dans le jeu politique a marqué un pas en avant. Aucun parti politique n'a pu écarter du revers de la main la poursuite de la parité hommes/femmes au niveau des candidatures.

En faisant de la lutte aux changements climatiques le centre de sa campagne, Québec solidaire a su articuler son message aux sensibilités développées par la multiplication des luttes à ce niveau. Il a présenté un plan d'ensemble pour la transition économique et la nécessité d'agir rapidement et radicalement si nous voulions faire face aux défis à laquelle est confrontée la planète. En faisant de la justice sociale, l'autre axe de sa politique, il a présenté une série de mesures de redistribution de la richesse (salaire minimum à 15\$ de l'heure, assurance dentaire, impôts sur le capital, éradication des paradis fiscaux...), il a répondu aux sentiments des couches populaires qui considèrent comme inacceptable l'approfondissement des inégalités. Ses positions sur le réinvestissement dans les secteurs publics et sur la défense de la gratuité en éducation, en santé et pour le transport public, constituaient un contre-discours au discours néolibéral participant ainsi à la consolidation de la

volonté de résister à l'austérité.

À ces conditions objectives qui ont contribué à permettre l'élargissement de son soutien, Québec solidaire a su développer une stratégie électorale qui lui a permis de mobiliser des couches entières de jeunes liés à la société en réseaux et aider l'expression de leurs aspirations à un changement réel. Pas étonnant que ce soit parmi les jeunes que Québec solidaire ait connu son plus fort soutien. Il a su professionnaliser tant ses techniques de communication que l'encadrement et la formation des membres du parti. Ce sont ces conditions objectives et subjectives qui ont permis ce saut en avant de Québec solidaire.

Mais tout cela n'a été possible, que parce que Québec solidaire a fait le choix d'écarter toute forme d'alliance avec le PQ et de se présenter comme la seule alternative politique, capable de s'opposer réellement au réchauffement climatique, aux mesures d'austérité et de défendre un Québec inclusif et indépendant. Une alliance au PQ aurait associé Québec solidaire à un navire en perdition et aurait affaibli le pouvoir d'attraction lié au caractère nouveau du projet solidaire.

Défis et perspectives de Québec solidaire

a) Le parti, composante du front de résistance populaire

Les élections ont bien démontré que le développement d'un parti de gauche est une expression possible du développement de la résistance populaire. En somme, c'est parce que Québec solidaire a pu se présenter comme le parti de la préservation de l'environnement, de la transition énergétique, du contrôle démocratique de notre économie, du réinvestissement dans les services publics et d'un Québec inclusif qu'il a su être inspirant. Mais c'est la réalité et la force de la résistance populaire aux politiques environnementales destructrices de l'environnement, aux politiques néolibérales et à la xénophobie qui est le véritable terreau de notre progression future. C'est pourquoi Québec solidaire ne saurait être indifférent aux conditions du renforcement des différents mouvements sociaux. Il devra se demander comment il pourra contribuer à l'amélioration des rapports de force de ces mouvements sociaux ; comment il pourra contribuer à leur unité afin de pouvoir s'opposer au néolibéralisme et à ses projets.

En proposant au Conseil national de Québec solidaire de lancer une campagne politique sur la question des changements climatiques dès le début de 2019 , de faire connaître le plus massivement possible le plan de transition économique à la population du Québec et d'en faire une priorité tant sur le terrain qu'au parlement, le Comité de coordination national entend concrétiser ce qui a souvent été nommé un parti de la rue, qui serait partie prenante du développement de la résistance populaire. La construction en cours d'un Réseau Militant Écologiste de Québec solidaire qui regroupe des militant-e-s écologistes pourra être une aide précieuse à la mise en œuvre d'une telle campagne.

Lorsque les travailleurs et travailleuses du secteur public négocieront leur prochaine convention collective, ce combat aussi ne pourra être indifférent à Québec solidaire. Son action solidaire pourra être développée sur les milieux de travail et dans les grandes manifestations comme au parlement autour de ce qui sera une grande bataille pour la défense des services publics. Les mobilisations qui s'amorcent contre la montée de la xénophobie et du racisme dans la société québécoise interpellent également notre parti. À ce niveau également, nous devons pouvoir manifester une solidarité active et militante.

Tout cela, s'inscrit dans le nécessaire renforcement de Québec solidaire comme parti militant tant sur le terrain extra-parlementaire que sur le terrain parlementaire, et de devenir un parti capable d'œuvrer conjointement avec les mouvements sociaux. C'est un enjeu essentiel pour l'avenir du parti

y compris pour sa capacité de poursuivre son avancée sur le terrain électoral. C'est là une dialectique qui ne saurait être ignorée.

b) Construire un Québec indépendantiste, écologiste et solidaire.

La décomposition du bloc souverainiste dirigé par les élites nationalistes (dont le PQ était le navire amiral) a connu un saut qualitatif aux dernières élections. Sa prétention à construire une majorité indépendantiste en unissant la gauche et la droite du mouvement indépendantiste tout en prétendant faire abstraction du projet de société a démontré sa faillite totale. Cette prétention était fausse, car le PQ a repris à son compte les politiques néolibérales (déficit zéro, austérité, privatisation, libre-échange), et la lutte pour l'indépendance a été constamment remise à plus tard. Penser pouvoir ravalier « ce champ de ruines » ne peut être que démobilisateur.

La remobilisation du camp indépendantiste passe par l'articulation de la lutte pour l'indépendance à la lutte pour un Québec écologiste et solidaire, inclusif et féministe. La classe populaire peut et doit être au centre et à la direction de ce combat. La lutte pour une majorité indépendantiste, c'est la lutte pour faire la majorité sociale et populaire, une véritable majorité politique. Le mouvement indépendantiste peut être le porteur d'un projet de société capable de relever les défis de l'époque actuelle tant en ce qui concerne la lutte aux changements climatiques et d'en finir avec le néolibéralisme actuel qui fait la plus et le beau temps pour protéger les intérêts de la classe dominante. Donc la lutte pour la majorité indépendantiste ne passera pas par des négociations avec des partis nationalistes en déperdition, mais par la construction d'un front social et politique avec les mouvements sociaux dont l'action également véhicule des aspirations à une société plus juste et plus libre.

BERNARD RIOUX

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Presse - Toi a Gauche !

<http://www.pressegauche.org/Premier-octobre-recomposition-du-champ-politique-et-nouvelle-donne-defis-debats>